

Les secrets du «dossier Powell»

## L'affaire corse qui inquiète le pouvoir

4 reaction(s)

Elus, policiers, chefs d'entreprise... On s'est beaucoup agité au chevet de la SMS, une société de sécurité montée par d'ex-nationalistes aux curieuses pratiques. Tandis que l'enquête tourne à la guerre des polices, Ariane Chemin et Marie-France Etchegoin ont exploré les doubles fonds de ce sulfureux polar insulaire

C'est l'un de ces déjeuners comme seules la Corse et la République savent les organiser. Ce 17 janvier 2008, deux hommes que tout devrait séparer se retrouvent chez Maxim's, la fameuse étape de tous les guides touristiques parisiens, à deux pas de la Concorde. D'un côté de la nappe amidonnée, Bernard Squarcini, à l'époque patron de la DST Le Squalo, comme on le surnomme, est le policier préféré de Nicolas Sarkozy : dans quelques mois, il prendra la tête d'une super Direction centrale du Renseignement intérieur (DCRI), regroupant également les Renseignements généraux. Autant dire, le flic le plus puissant et le mieux rencardé de France.

De l'autre côté de la table, un jeune homme aux allures sages, Jean-Christophe Angelini. A 32 ans, ce garçon bien mis est le bébé de l'Assemblée de Corse et l'étoile montante de la politique dans l'île : il a réuni 45% des suffrages à Porto-Vecchio aux dernières municipales. Nationaliste modéré, opposé à la violence et à la clandestinité, Angelini a pour lui un CV sans tache : il est trop jeune pour avoir connu la guerre sanglante qui a déchiré les «natis» au coeur des années 1990 et, surtout, il n'est pas soupçonné d'affairisme. Ce profil parfait lui vaut depuis quelques années les éloges de Nicolas Sarkozy. Le président de la République a enfin trouvé «son» nationaliste, beaucoup plus fréquentable, croit-il, que le Talamoni de Lionel Jospin ou le Santoni de Charles Pasqua.

Que fait cet élu autonomiste sous les stucs Art déco de Maxim's, face au «n°1» de la DST ? «Il voulait me voir pour prendre le pouls de l'île», explique Angelini. «J'ai fait un tour d'horizon avec un homme qui a une analyse politique un peu fine», confirme Squarcini. Bien que - ou parce que - superflic et corse, le grand manitou du renseignement français continue à garder un oeil discret sur la cuisine locale. Un troisième quidam au moins est pourtant au courant de cet impromptu de chez Maxim's. C'est un chef d'entreprise nommé Jean-Luc Schnoebelen. Le matin même, au téléphone, Angelini lui a glissé avec les précautions habituelles de ceux qui se devinent surveillés : «Je déjeune avec... comment t'expliquer... la personne que vous aviez rencontrée avec Eric, tu sais ? - Celui qui est à Levallois ! [le siège de la DST]», décrypte aussitôt Schnoebelen.

Angelini a raison de parler à mots couverts. Depuis quelque temps, les «grandes oreilles» de la police enregistrent tout. Son téléphone, comme celui de Jean-Luc Schnoebelen et de tant d'autres, est écouté dans le cadre d'un incroyable feuilleton instruit depuis octobre 2006, à Marseille, par les juges Duchaine et Tournaire et suivi en haut lieu à Paris. Dans ce polar insulaire, on croise en effet, par raccroc au moins, le premier flic de France, sous le coup depuis la semaine dernière d'hallucinantes accusations anonymes (voir encadré), et, dans les premiers rôles, le prometteur Angelini, qui y révèle une autre facette de sa personnalité. On y rencontre aussi d'anciens nationalistes reconvertis dans la SMS, Société méditerranéenne de Sécurité.

Une boîte qui ne compte que 300 salariés mais qui est le troisième employeur de l'île.

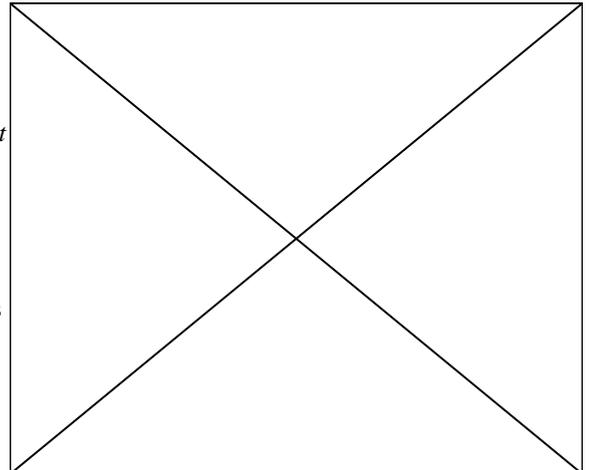
Une PME, surtout, qui peut devenir le pivot d'un marché aujourd'hui très porteur : la sécurité. Gardiennage, surveillance des sites sensibles, fouille ou filtrage aux ports et aéroports, la SMS intéresse ceux qui veulent investir paisiblement en Corse ou, en ces temps de terrorisme, se développer à l'étranger. C'est la raison pour laquelle tant de gens - politiques, policiers, élus de la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio (CCI), chefs d'entreprise venus du continent - se sont bousculés à son chevet. Et tant soucie de son ancien gérant, aujourd'hui en cavale. Reprenons le fil...

Tout ou presque commence deux mois avant le déjeuner chez Maxim's. Le 20 novembre 2007, à l'heure du laitier. A Ajaccio, Marseille ou Toulon, les hommes de la PJ déboulent chez une dizaine d'hommes liés à la SMS. Tous sont embarqués. Tous, sauf un : Antoine Nivaggioni, gérant de fait de la PME. Lorsque les policiers ajacciens frappent à sa porte, il a déjà pris la poudre d'escampette. Disparu, évanoui, au maquis, comme au vieux temps où, avec son ami Alain Orsoni, chef de l'ex-MPA, vitrine légale du FLNC-Canal habituel, il ne dormait jamais deux nuits de suite sous le même toit. La PJ enrage. Nivaggioni, c'est sûr, a des complicités dans la «maison». Il a été prévenu.

A Ajaccio, tout le monde connaît «Antoine», le fils de l'épicerie la Parisienne, na guère «ouverte toute l'année jusqu'à minuit» sur la place Abattucci. Après avoir fait dans la viande et le commerce de chaussures, il se lance en 2000 dans la «sécurité».

Avec succès. Un an plus tard, il est relaxé par le tribunal d'Ajaccio d'une tentative d'assassinat datant de 1993. Tout semble sourire à cet homme rond, jovial, ami de tous les rescapés du MPA aujourd'hui versés dans les affaires ou recyclés à la chambre de commerce de Corse-du-Sud. Il décroche de jolis contrats dans l'île et sur le continent : aéroports d'Ajaccio et de Toulon-Hyères, fret postal, station de France 3 Corse, hôpitaux, navires de la SNCM, et jusqu'au port autonome de Marseille avec son juteux trafic vers l'Algérie. A cette époque, Bernard Squarcini est préfet des Bouches-du-Rhône. C'est lui qui donne les agréments pour des marchés aussi délicats que la sécurité du port. Il épluche le dossier de la SMS et tombe sur le nom de Nivaggioni. Une vieille connaissance, forcément, pour cet ancien des RG corses. Confier la surveillance des quais phocéens à l'ex-lieu-tenant d'Alain Orsoni ? «C'était sa boîte que voulaient les responsables du port, explique-t-il aujourd'hui. Parce c'était la meilleure.»

Nivaggioni affiche sa bonne fortune sur le cours Napoléon dans son Audi A6 blindée à 150 000 euros, court les boutiques et les hôtels de luxe. Jusqu'à ce qu'en décembre 2006 l'organisme antiblanchiment Tracfin s'étonne, avec les enquêteurs de l'OCRGDF (Office central de Répression de la Grande Délinquance financière), saisis au même moment, de ce train de vie «mirobolant», de ses «besoins personnels effrénés» et de ses «augmentations de salaires famineuses». Pour la police, pas de doute : Antoine Nivaggioni a tapé dans la caisse. Tout laisse croire aussi que les marchés passés, notamment avec la CCI, sont truqués, entachés d'un «favoritisme manifeste et sans équivoque». Mieux : les prestations de ses agents de sécurité (dont



certaines n'étaient même pas assurées !) ont été surfacturées - quand elles n'étaient pas purement fictives. Le préjudice au détriment de la chambre de commerce (dont le président, Raymond Ceccaldi, a été mis en examen) se monterait à 3 millions d'euros. Les juges marseillais s'interrogent aussi sur une série de «prêts» consentis au dynamique entrepreneur. Parmi les créanciers, on trouve Toussaint Luciani, ancien élu et figure patriarcale de l'île, personnalité «éminemment respectée», comme l'écrivent les enquêteurs dans un rapport de synthèse, ou un transporteur de l'Isère, fortement incité par un truand grenoblois à verser son obole : 128 000 euros. Le prix à payer, lui a-t-on expliqué, pour qu'«un continental puisse investir tranquillement dans l'île».

Mais Nivaggioni a bien d'autres amis. Hauts placés. Alors que la SMS frise la faillite et que se resserre l'étau de l'instruction ouverte pour «abus de biens sociaux, faux et usage de faux, blanchiment, escroquerie, association de malfaiteurs», le tribunal de commerce d'Ajaccio, début 2008, lui évite, contre toute attente, les affres du redressement judiciaire. C'est qu'entre-temps deux hommes providentiels sont arrivés du continent. Le premier, c'est Jean-Luc Schnoebelen. Celui qu'Angelini prévient de son déjeuner avec Squarcini. Ancien de Bouygues et de la Lyonnaise des Eaux, il dirige les 3 500 salariés et la cinquantaine de sociétés à travers le monde du groupe Ginger, coté en Bourse et spécialisé dans l'«ingénierie». Le second se nomme Eric-Marie de Ficquelmont. Il a été l'éminence grise d'Henri Proglio à la tête de Veolia, avant d'être mis à l'écart en 2006. Aussi secret que redouté, il possède un carnet d'adresses long comme le bras, une technique éprouvée en matière de marchés publics et une prudence de Sioux : pas d'autre agenda qu'un carnet en papier dont il déchire chaque soir la page du jour. Ficquelmont et Schnoebelen s'acharnent à sauver la SMS : chacun met près de 200 000 euros dans l'entreprise. «*Qu'est-ce que vous allez vous foutre là-dedans, si c'est pas indiscret ?*», s'insurge l'un des actionnaires de Ginger au téléphone, fin 2007, aussi surpris que les enquêteurs de voir Schnoebelen s'embarquer dans cette galère. Réponse de l'intéressé : «*Je peux pas en parler au téléphone... C'est lié à Ginger pour d'autres raisons... On a rendu service plus ou moins aux politiques...*» Deux jours plus tard, il répète au président du conseil de surveillance : «*On nous a demandé un service là-dessus (...). Aux plus hautes instances de... Aux plus hautes instances !*» Fanfaronnades ? A l'autre bout du fil, si l'on peut dire, les policiers sont sur les charbons ardents. Certes, Schnoebelen a, il le reconnaît lui-même, «une très grande gueule» et un culot à toute épreuve. En décembre 2007, il a été jusqu'à rencontrer Alain Juillet, chargé de l'intelligence économique à Matignon, pour lui parler des problèmes de la SMS, après la cavale de Nivaggioni. Mais tout de même, quel zèle, quelle énergie déployée pour cette société ! Chaque jour, les enquêteurs, pendus à leurs écoutes, font plus ample connaissance avec les bonnes fées qui se penchent sur la société de sécurité.

Angelini, contrairement à ce qu'il prétendra par la suite, se dépense lui aussi sans compter : coups de fil quasi quotidiens au fils du fugitif et au repreneur Schnoebelen, rencontre avec le nouveau comptable, débats sur la politique commerciale et salariale... «*Mon amitié avec Nivaggioni est ancienne et profonde mais c'est avant tout le sort des 300 salariés de la SMS qui a préoccupé l'élu que je suis*», se justifie-t-il aujourd'hui. Il jure en tout cas que ce n'était pas au menu du déjeuner chez Maxim's.

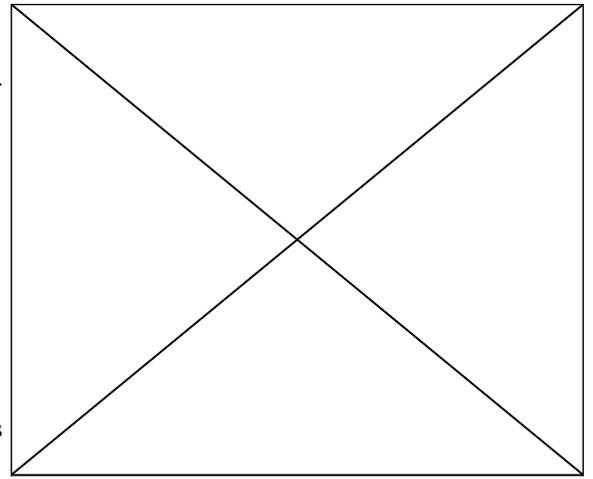
Angelini a pu compter, en revanche, sur Didier Vallé, avec lequel il s'entretient régulièrement. Un autre protagoniste haut en couleur, dans ce club étroitement surveillé par les enquêteurs. Vallé, ancien des Renseignements généraux, a été le collaborateur de Bernard Squarcini, qui l'a décoré de l'Ordre national du Mérite, peu après la victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle. «*J'ai fait de même avec tous ceux qui ont travaillé avec moi*», sourit le Squalo. Il sait bien ce qu'on peut dire, l'usage que font ses ennemis de cette amitié qu'il ne renie pas, et toutes les rumeurs qui entourent les activités de Didier Vallé. Le retraité des RG a en effet créé une société de «consulting» et mené en 2005 et 2006, des traversées de l'Assemblée de Corse jusqu'aux colonnes des journaux, une efficace campagne de lobbying pour que Veolia rachète la SNCM. Il s'occupe aussi activement de tous les marchés de la SMS, entre deux voyages au Burkina Faso, au Bénin ou en Côte d'Ivoire. Des pays qu'il parcourt «bénévolement», confie-t-il aujourd'hui, pour... la «*fondation humanitaire*» de la Pefaco, une société espagnole spécialisée dans l'implantation des machines à sous ou le rachat des casinos, et qui emploie aussi Alain Orsoni. De quoi nourrir le fantasme de la pieuvre affairiste qui veut dévorer la Corse. Ou de ces «flics insulaires» qui jouent un double jeu.

L'affaire SMS rend fou. Drôle de dossier - baptisé «Powell» par les enquêteurs ! - où des policiers des RG s'enquîèrent auprès des opérateurs de l'éventuelle surveillance de leurs lignes par leurs collègues de la PJ qui les jugent trop proches de la «SMS Connection», pendant que les nouveaux dirigeants de la société de sécurité communiquent eux sur des portables prétendument «sécurisés»... Vaine précaution. Car tout va se précipiter autour d'un dernier épisode rocambolesque : un vrai faux passeport.

Le 10 janvier 2008, Jean-Luc Schnoebelen appelle le fils du fuyard Nivaggioni : «*Normalement, je ramène le diplôme d'Antoine. - C'est quoi le diplôme ? - Ben, t'es con ! Réfléchis.*» Angelini a l'esprit plus vif : «*Très bien, excellent*», s'exclame-t-il à l'annonce de cette «bonne nouvelle». Diplôme ? Les policiers ont leur idée : le trio cherche des faux papiers pour exfiltrer le fuyard. Leur contact ? Un ancien légionnaire, qui connaît Eric de Ficquelmont depuis dix ans. Ce baroudeur du continent noir possède plusieurs passeports, dont un israélien, et dans sa cave, des armes détournées d'un stock de l'armée. On lui a promis une place à la SMS, «*pour développer les activités en Afrique*». C'est lui, l'ancien légionnaire, qui est chargé d'adresser un dossier bidon à la mairie d'Amiens pour obtenir des faux papiers. Las ! Les documents sont saisis avant même d'arriver dans le maquis.

Le 17 janvier 2008, Schnoebelen, Ficquelmont et Angelini sont interpellés et placés en garde à vue. Seuls les deux premiers sont mis en examen, mais ils nient farouchement toute implication dans la fabrication du passeport. «*Depuis, l'ex-légionnaire a totalement dédouané mes deux clients*, dit Me François Binet, avocat des dirigeants de Ginger. *Quant aux écoutes brandies par les enquêteurs, on sait bien qu'on peut leur faire dire ce qu'on veut. Messieurs Schnoebelen et Ficquelmont ont eu le courage d'investir à titre personnel pour aider une entreprise en difficulté. Ils ont appris à leurs dépens qu'il est risqué de faire des bonnes actions en Corse.*» En mars dernier, les deux hommes, «dégoutés», ont pris leurs cliques et leurs claques. Ils n'ont plus aucun lien ni aucune part dans la SMS, assure leur avocat.

Antoine Nivaggioni a été vu au moins à deux reprises depuis sa cavale, mais il reste introuvable. Quant à Angelini, il travaille toujours à son destin politique et prépare les élections territoriales de 2010, malgré la «*cabale politico-judiciaire*» dont il se dit victime. Entretemps, son rendez-vous secret avec le patron du renseignement a fini par «fuite». Un coup tordu des «grandes oreilles» et de la PJ ? Maudits dossiers corses ! Bernard Squarcini, le superflic, l'homme qui a la charge de surveiller les réseaux terroristes islamistes, se voit contraint de répondre publiquement à un misérable tract polycopié. Mais sur cette île, où les assassinats s'enchaînent depuis quelques mois sans qu'aucun ne soit jamais élucidé, rien n'est anodin. Il y a trois semaines, lors d'une conférence de presse, Alain Orsoni, prévenu par la police qu'on cherchait à l'abattre, a dénoncé le «*jeu dangereux*» de deux fonctionnaires du commissariat d'Ajaccio, les citant nommément. Tracts anonymes, rumeurs, «poussettes»... Gilles Leclair, nommé patron de la sécurité en Corse après l'affaire Clavier, débarque au beau milieu de cette guerre des polices en homme averti. Quand il était encore au ministère de l'Intérieur, il a supervisé une bonne partie du dossier Powell...



## Jean-Christophe Angelini, le «natio» empressé.

Ce courtois conseiller territorial est le nationaliste qui monte en Corse. Nicolas Sarkozy a placé beaucoup d'espoirs en lui. Mais il s'est beaucoup démené pour aider la SMS, au point d'être mis en examen dans une rocambolesque affaire de faux passeport.

## Antoine Nivaggioni, le patron en cavale.

Gérant de fait de la SMS, il est en cavale depuis le 19 novembre 2007. Il est accusé d'abus de biens sociaux, de blanchiment et d'escroquerie. Le préjudice au détriment de la chambre de commerce s'élèverait à 3 millions d'euros.

## Alain Orsoni, du FLNC au foot.

Fondateur du MPA, vitrine légale du FLNC Canal habituel, il se réfugie au Nicaragua à la fin des années 1990, où il travaille pour le compte de la Pefaco, société de jeux basée à Barcelone. Pourquoi est-il revenu à Ajaccio cet été ? Pour reprendre le club de football local, dit-il.

## Jean-Luc Schnoebelen, le continental à la rescousse.

Patron du groupe Ginger, une société d'ingénierie cotée en Bourse, il a voulu, avec un ancien dirigeant de Veolia, tenter de sauver la SMS. Il s'est retrouvé embarqué dans une «enquête corse» qui lui vaut aujourd'hui une mise en examen.

**Marie-France Etchegoin, Ariane Chemin**  
Le Nouvel Observateur

## ! LES RÉACTIONS

Pour lire vos réactions en temps réel, [inscrivez-vous](#)

Identification



yohan 2008-11-25 04:44:04 - **Alerter**

Concernant la "fondation" Pefaco, vous pourrez trouver quelques explications sur son mode de fonctionnement ainsi que sur le financement des nationalistes corses et leurs(bonnes)relations avec le pouvoir politique français :  
pefaco.spaces.live.com grosso modo les activités "occultes" des nationalistes corses c'est la poule aux oeufs d'or et tout le monde en prend sa part, politique, flic, barbouzard sauf le français de base .....

jeffmarie 2008-10-10 08:41:10 - **Alerter**

Powell c'est probablement le nom de code de Christian Clavier sur le fichier Edvige. je ne ferais plus jamais le gr20.

» Réagir à l'article - [Voir les réactions](#)